

ÉDITORIAL

Ce n'est pas la première fois que la rédaction de cette revue est amenée à faire cette constatation : l'offre de textes scientifiques intéressants dans le domaine de l'histoire de la Belgique contemporaine ne croît pas proportionnellement à l'augmentation exponentielle du nombre d'étudiants en histoire de nos universités. Lorsque nous avons démarré les *CHTP* il y a neuf ans, nous étions partis du fait que, pour diverses raisons, mais peut-être surtout pour celle-là, il y avait place pour une revue qui se consacrerait, à côté de la *Revue belge d'Histoire contemporaine*, à la période charnière s'étendant de la Première Guerre mondiale aux années cinquante, et plus largement, à l'histoire du XXe siècle. L'année académique 2003-2004, 3.216 étudiants étaient inscrits en section d'histoire de nos universités flamandes et francophones ¹. La grande majorité d'entre eux accomplissait (ou accomplira) son mémoire de fin d'études sur un sujet d'histoire contemporaine. À titre de test, nous avons comptabilisé les mémoires de licence repris dans la *Bibliographie des publications parues en ... concernant la Belgique et la Seconde Guerre mondiale* fournie par Dirk Luyten ². Entre 2000 et 2003, les chiffres ont évolué comme suit : 96-112-114-129, soit une augmentation de presque 35 % en quatre ans. Néanmoins, ce numéro double paraît avec plus ou moins un an de retard justement à cause du manque d'articles acceptables sur le plan qualitatif.

Il se pose donc un problème ou peut-être s'en posent-ils plusieurs à la fois. Il est possible que le courant ne passe pas suffisamment entre les jeunes historien(ne)s et la (les) rédaction(s) de la (des) revue(s). On peut supposer que l'étudiant(e), une fois l'épreuve finale franchie, désire avant tout et le plus rapidement possible partir à la recherche d'une situation appropriée, ce qui, pour la plupart des jeunes diplômés en histoire, est une entreprise particulièrement frustrante. Dans cette hypothèse, il ou elle n'est plus intéressé par un deuxième 'examen' : l'écriture d'un texte au profit d'une rédaction critique, qui ne peut donner aucune assurance quant à la publication éventuelle de l'article. Par ailleurs, joue peut-être aussi le fait que quelques revues couvrant un segment très spécifique en termes de contenu, sont apparues sur le marché belge de l' 'offre historique' ou ont disposé d'une plus grande liberté de manœuvre (nous pensons à *Brood en Rozen* ou à *Wetenschappelijke Tijdingen*). On pourrait aussi penser que la récente évolution vers une plus grande internationalisation (induite par la nécessité pour ceux qui ambitionnent une carrière académique de publier dans les revues cataloguées A1) conduirait à la production d'un nombre supérieur d'articles, surtout de langue anglaise. La *Bibliographie* déjà citée de Dirk Luyten ne confirme pas – bien au contraire – cette hypothèse. Dans ces revues, on retrouve plutôt – et encore de manière limitée – des valeurs confirmées et certainement pas des jeunes diplômés.

-
- 1 Banque de données du Conseil des Recteurs des Universités francophones de Belgique et *Statistische gegevens Hoger Onderwijs Vlaanderen*.
 - 2 DIRK LUYTEN, *Bibliographie des publications parues en 2000-2003 concernant la Belgique et la Seconde Guerre mondiale*, Bruxelles, annexes au *Bulletin du CEGES*, 2001-2004.

Notre question n'a par conséquent pas encore reçu de réponse satisfaisante. Nous devons, je pense, oser creuser un peu plus ce phénomène. À mon avis en effet, il révèle aussi quelque chose de la relation entre l'étudiant / le diplômé en histoire et la formation dont il a bénéficié. Cette formation est encore presque toujours exclusivement conçue à des fins de recherche scientifique, alors que seule une petite partie des diplômés aboutira finalement dans la recherche. La seule source quelque peu fiable relative au profil professionnel des historiens est la très détaillée édition du millénaire (2001) du 'livre d'adresses' des Anciens Étudiants en Histoire de l'Université de Gand, où l'on trouve mention de la profession et de l'employeur des anciens étudiants en histoire de l'UG³. Des données suffisamment fiables ont été rassemblées quant à la profession de 1.967 des 2.475 membres de l'association. 191 d'entre eux (archéologues, professeurs d'université et chercheurs) se situent dans la recherche; si nous y ajoutons les archivistes (77) et les bibliothécaires (60) – ce qui, comme chacun le sait, suppose une très large interprétation du mot 'recherche' – nous en arrivons à un total de 328, soit 17 % des historiens gantois qui sont actifs dans le 'champ de la recherche' ou dont le profil professionnel correspond *grosso modo* à leur formation universitaire. La récente réforme de l'enseignement universitaire (*bachelier-master*) ne change rien à cette option fondamentale.

Seule une minorité des historiens accède donc au milieu de la recherche. Les 17 % mentionnés plus haut en témoignent, mais aussi les problèmes avec lesquels une revue scientifique comme les *CHTP* est confrontée. Dans le fond, les *CHTP* devraient pouvoir constituer une sorte de passerelle, ils devraient, au même titre que les autres revues scientifiques, pouvoir être le premier pas qui s'impose sur le terrain de la recherche, après l'achèvement du mémoire qui appartient au *cursus* universitaire obligatoire. Mais ce pas est rarement franchi, et lorsqu'il l'est, c'est presque exclusivement par de jeunes chercheurs lancés par leur promoteur dans une carrière scientifique. Les autres diplômés ne font pratiquement jamais l'effort de faire connaître ou du moins de tenter de faire connaître le résultat de leur travail de recherche, qui équivaut pourtant pour beaucoup à au moins un an de travail assidu. En outre, il est apparu plus d'une fois – on ne peut donc plus parler de hasard – que les jeunes diplômés en histoire éprouvent de grosses difficultés à écrire un bon article. L'impression qui en découle est qu'ils ont acquis trop peu de compétences analytiques et synthétiques au cours de leur formation.

Une fois de plus, ces constatations suscitent de nombreuses questions, entre autres sur la motivation à la base du choix des études de ces étudiants. Il semble pour le moins que pour une partie d'entre eux il s'agit là d'un malentendu, mais on pourrait aussi renverser l'argument et estimer qu'il manque quelque chose de fondamental à la formation, vu qu'elle ne correspond ni au modèle attendu par les étudiants ni au marché du travail.

3 AURÉLE LOOMAN, *Adresboek van het OSGG (Oud-Studenten Universiteit Gent). Milleniumeditie 2001*, Gand, OSGG, 2001.

Indubitablement, les *CHTP* ne sont pas le forum approprié pour approfondir cette problématique, et pour la revue, cette pénurie temporaire n'a d'ailleurs rien de dramatique. Pour les milliers de personnes concernées, pour les diplômés et pour les jeunes en formation, ce problème est néanmoins très préoccupant. Notre constatation relative au manque d'articles est, en d'autres termes, uniquement un des symptômes périphériques du malaise. C'est aux personnes concernées du secteur, par-delà les frontières universitaires, de partir à la recherche de solutions.

Ce numéro est donc devenu un numéro double, bâti essentiellement sur deux dossiers importants. Le premier traite à nouveau quelques aspects méconnus de l'histoire juive. Les *CHTP* ont, sur ce terrain, publié les années précédentes des recherches pionnières : sur la spoliation des biens, sur le contexte social de l'immigration, sur les autorités bruxelloises et la persécution des Juifs. Dans le numéro 13/14, d'autres voies ont été prospectées : la politique gouvernementale à l'égard des réfugiés juifs à la fin des années 1930, le retour des Juifs à Anvers après la Libération et la sordide question des orphelins juifs après la Seconde Guerre mondiale. Celui qui a suivi les discussions au sujet du projet de musée Transit Mechelen, trouvera en outre ici un essai stimulant d'un des très rares spécialistes belges en la matière.

La rédaction est particulièrement heureuse du second dossier. Il y a quelques années, les *CHTP* avaient été plagiés par l'Institut Jules-Destrée sous le titre sarcastique de *Cahiers d'Histoire du Temps perdu*⁴. Le comité de rédaction avait en effet osé refuser un article sur l'identité wallonne pour le numéro à thème consacré au nationalisme (n° 3, 1997), et un certain nombre de militants wallons l'avaient mal pris. Il est aujourd'hui comme alors une constatation avec laquelle la rédaction peut marquer son accord : la littérature scientifique accorde peu, et peut-être trop peu, d'attention au Mouvement wallon. C'est un peu comme si, dans ce pays, seul le Mouvement flamand avait été actif. C'est pourquoi nous nous sommes étendus dans ce numéro double sur l'*Encyclopédie du Mouvement wallon* patronnée par le même Institut Destrée. Trois contributions traitent du sujet. La première esquisse le contexte historiographique, la deuxième, rédigée par les initiateurs même de l'entreprise, situe le projet, et la troisième relève plutôt de la salve critique. Nous pensons que ces articles constituent une modeste ébauche au débat relatif au développement scientifique de l'histoire du Mouvement wallon. Pour ce qui a trait à l'*Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* (1973-1975), un pareil débat a conduit un quart de siècle plus tard à une *Nieuwe Encyclopedie* (1998). Nous souhaitons au Mouvement wallon un bond en avant qualitatif comparable et ouvrons les colonnes de cette revue à quiconque désire apporter sa pierre à l'édifice.

4 Cf. *CHTP*, n° 5, 1998, p. 245.

Pour conclure, encore ceci : nos abonnés qui ont pu l'année écoulée s'estimer à juste titre mécontents de la périodicité de la revue peuvent être assurés qu'ils recevront en mai 2005 un numéro 15 aussi volumineux que surprenant.

Rudi Van Doorslaer